



# ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

no. 45

juin 1979

25¢/2 fr.

## Six ans après — les marins opposés au coup d'Etat

Entrevue d'ANCHA avec le sergent Cardenas, détenu en août 1973 et prisonnier jusqu'en mai 1978 pour avoir organisé la résistance des marins opposés au coup d'Etat contre les officiers réactionnaires de la Marine chilienne.

**ANCHA:** Pourrais-tu raconter en peu de mots comment tu es entré dans la Marine et qu'est-ce que tu y as fait?

**Juan Cardenas:** Je suis entré en janvier 1953 à l'Ecole des Mous-ses de la Marine qui se trouvait dans le port de Talcahuano. J'avais quinze ans.

Là-bas donc, l'instruction de base durait un an et demi. Maintenant, c'est deux ans. Après nous faisons une année de navigation où nous étions aussi instruits. Ensuite on passe par les Ecoles professionnelles, dans mon cas par l'Ecole d'Ingénierie de l'Armée à Playa Ancha (Valparaiso). Je me suis spécialisé en technique de combustion interne, machines et outils, et ingénierie diesel. Au moment de ma détention, j'avais le grade de sergent avec près de 21 ans de service.

**ANCHA:** Au moment où tu étais mousse, est-ce qu'il existait certain type d'endoctrinement idéologique ou politique des officiers face à la troupe?

**Juan Cardenas:** Bien sûr. A l'Ecole motrice on inculquait surtout le "patriotisme", le respect du drapeau et des autres symboles de la patrie, etc. L'instruction prétendait immuniser les jeunes face aux partis politiques en général sans faire de distinctions majeures. Ils disent que les partis sont corrompus, qu'ils trahissent la patrie, etc. Peu à peu, et de diverses façons, ils spécifient et soutiennent que ce sont surtout les partis de gauche. Dans les écoles professionnelles, on accentue cet endoctrinement qui devient beaucoup plus ouvert et explicite. Tout ceci sans tenir compte des cas de ceux qui sont envoyés aux Etats-Unis ou à Panama et qui reçoivent là-bas l'instruction directe des militaires américains.

**ANCHA:** Depuis quand as-tu commencé à te lier aux activités ou

mouvements de revendications de la Marine?

**Juan Cardenas:** En 1958, je suis entré en contact avec des organisations clandestines de marins qui mettaient de l'avant une série de revendications propres au personnel. Leur objectif était d'obtenir une amélioration générale des conditions de travail et de traitement de la part des officiers. Il s'agissait d'obtenir un respect en tant qu'êtres humains et d'en finir avec le comportement tyrannique et humiliant des officiers face à la troupe, aux gradés (c'est-à-dire les premiers et seconds grades) et même face aux sous-officiers. Notre forme de lutte et de pression la plus courante était ce qu'on appelait des "mutineries", c'est-à-dire de ne pas répondre à certains ordres ou dispositions. En plus du travail de personne à personne, nous placions des affiches écrites à la main à diverses places dans le bateau, pour appeler les marins à faire la grève de la "soupe" c'est-à-dire de ne pas accepter les repas, pour des revendications comme le contrôle du Bien-Etre ou par la suite le droit de s'habiller en civil en dehors des heures de service.

**ANCHA:** Mais à cette époque, n'existait-il pas déjà un mouvement ouvertement politique au sein de la Marine, comme ce fut le cas par exemple durant le gouvernement d'Allende?

**Juan Cardenas:** Je comprenais tous ces mouvements à l'intérieur de la Marine comme une manifestation de la lutte de classes où s'affrontaient la troupe, les gradés et une grande partie des sous-officiers qui proviennent du peuple (la majorité sont fils d'ouvriers et de paysans) d'une part, contre l'Amirauté réactionnaire et l'institutionnalité existante dans la Marine. L'Amirauté se sert de tout un système anti-démocratique de règlements et d'administration pour faire peser son pouvoir sur les gradés et les marins.

Déjà en 1958, il y avait des gens aux idées socialistes au niveau de la troupe et certains sous-officiers, mais on doit reconnaître que ce nombre était très réduit.

Durant le gouvernement de Frei (1964-1970), ces mouvements

40P. 8851



prirent un caractère politique plus marqué. Grâce à notre lutte, nous avions obtenu la satisfaction de plusieurs revendications entre autres la signature du Décret-loi du ministre d'alors Carmona qui nous autorisait à nous vêtir en civil en dehors des heures de travail. Ceci fut obtenu après plusieurs "mutineries" et représentait une conquête très ressentie, car elle enlevait du pouvoir aux officiers, ceux-ci ne pouvant exercer leur commandement dans la vie civile du personnel.

**ANCHA:** Que se passa-t-il durant le gouvernement d'Allende au sein de la troupe?

**Juan Cardenas:** L'élection d'Allende fut accueillie comme un triomphe pour la troupe. Nous croyions par exemple que nous obtiendrions le droit de vote, un contrôle plus grand ou la participation dans la vie de l'institution, etc. Rien de tout cela n'arriva. Malgré qu'on connaissait au plus haut point l'hostilité du Haut Commandement et des officiers de l'Armée envers le gouvernement de l'UP, Allende en assumant la Présidence ne destitua aucun amiral, pas plus qu'un seul général de quelque branche des Forces armées que ce soit. C'était le premier gouvernement qui en prenant le pouvoir ne destituait pas d'hauts commandants pour les remplacer par d'autres de confiance.

Le soir même de l'élection d'Allende, les officiers se montrèrent déconcertés par les manifestations de réjouissance de la troupe et une perte de contrôle relative sur elle (elle refusa d'aller se coucher, etc.) Mais, comme nous avons vu, Allende ne destitua aucun haut commandant et ceux-ci se rapprochèrent du gouvernement pour lui offrir loyauté et coopération.

Après six mois de gouvernement de l'UP, nous notions que les officiers commençaient à s'organiser, à agir plus ouvertement, à accentuer leur contrôle sur la troupe (qu'ils avaient perdu jusqu'alors de façon très appréciable), à faire un travail de sédition de concert avec les autres branches des FA.

Nous détectons déjà des gens de l'Intelligence navale américaine qui réalisaient des voyages continuels au Chili pour rencontrer les amiraux. A la fin de 1971, ceux-ci délibéraient ouvertement.

**ANCHA:** Qu'avez-vous fait en prenant connaissance de cette situation?

**Juan Cardenas:** Nous avons contacté directement le gouvernement et les partis de l'UP pour les informer et leur proposer d'agir de concert pour freiner et désarticuler les plans de coup d'Etat. Une bonne partie des contacts furent établis par le biais de ma conjointe, qui militait dans le PC et qui travaillait comme secrétaire du ministre de l'Intérieur. Par son intermédiaire, nous informions ou communiquions avec les divers dirigeants de l'UP qui ont occupé la fonction de ministre de l'Intérieur: José Toha, Del Canto, un radical, en plus du général Prats entre autres.

Nous avons aussi établi des contacts avec les partis du

gouvernement (PC, PS et MAPU) et avec le MIR. Au début, nous privilégions notre relation avec le PC car nous pensions qu'il était celui représentant le mieux les intérêts du prolétariat et du peuple. Etant le parti de gauche le plus connu, le plus organisé, ayant le plus de prestige, nous avions une plus grande confiance en lui, ce qui se traduisit de notre part par une plus grande transmission d'informations, le privilégiant même par rapport aux autres organisations de gauche. Souvent nous conversions avec des dirigeants de sa Commission politique comme Daniel Bergara, Valladares, Politoff, etc. Tous ceux-ci ne manifestaient de l'intérêt que pour les informations que nous leur fournissions, et ils ne répondirent jamais à notre désir de faire quelque chose de concert pour barrer la voie aux partisans du coup d'Etat à l'intérieur de la Marine. A l'information détaillée sur les plans et activités putschistes des officiers de la Marine que nous fournissions, (les dirigeants du PC) ils répondaient que nous tentions d'indisposer le gouvernement face au Haut Commandement. Selon ces dirigeants, le gouvernement comptait sur la loyauté de plusieurs d'entre eux. Je me rappelle qu'ils citaient comme personnes de confiance, loyales au gouvernement, les amiraux Justiniavo, Wéber, Huidobro, Huerta et Montero entre autres.

Nous démentions tout cela au PC en lui fournissant le curriculum vitae que nous possédions de chacun des hauts commandants mentionnés, qui prouvèrent par la suite qu'ils étaient activement impliqués dans le coup d'Etat. La seule exception fut peut-être l'ex-commandant-en-chef de l'Armée, l'amiral Montero qui, s'il ne participa pas au coup d'Etat, fit l'autruche face aux activités des putschistes, desquelles il était informé grâce aux responsables de l'Intelligence navale ayant sa confiance.

Etant rejetés par le PC, nous avons coupé le contract entre l'organisation des marins anti-putschistes et ce parti. C'était en janvier-février 1973 à peu près. Alors nous avons commencé à développer nos contacts avec le Parti socialiste (avec son aile gauche) et avec le MIR, auquel nous avions commencé à fournir des informations plus sérieuses et détaillées à la fin de 1972.

Nous avions reçu un meilleur accueil du MIR. Nous avons conversé avec Miguel Enriquez, Pascal Allende et d'autres de ses dirigeants, lesquels donnèrent une réelle importance à nos informations et propositions, nous promettant leur aide dans la mesure de leurs forces. Les dirigeants du MIR, en particulier Miguel Enriquez, faisaient des efforts pour convaincre d'autres sections de la gauche, en particulier, le PS, pour qu'ils s'engagent dans les actions anti-putschistes que nous proposions.

Les dirigeants de l'aile gauche du PS avec lesquels nous avons conversé (Altamirano, Camus, etc.) nous réservèrent un bon

## ABONNEZ-VOUS A "ANCHA"

Agence de Nouvelles chilienne antifasciste  
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple  
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en  
anglais, en allemand, et en italien



Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_

Disponible de:

**ANCHA**  
B.P. 59, Cedex 13  
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement:

En Europe: 1 an: 30 francs  
abonnement d'appui: 50 francs ou plus  
Ailleurs: 1 an: \$10.00  
abonnement d'appui: \$15.00 ou plus  
Prière d'envoyer tous les chèques  
ou mandats-postes à cette adresse  
à l'ordre de Guerrien  
(pas à ANCHA)

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne  
B.P. 185, station Outremont,  
Montréal, Québec, Canada

ou du: Centre national de Publications  
B.P. 727, station Adelaide,  
Toronto, Ontario, Canada

Le tarif d'abonnement des éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada est de 25¢ l'exemplaire, de 50¢ pour les commandes postales et de \$5.00 pour un abonnement postal annuel.

Veuillez faire tous les chèques ou mandats-postes envoyés aux adresses susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

Prière d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin



accueil, nous affirmèrent leur appui, mais demandèrent du temps pour préparer de meilleures conditions pour l'affrontement. Peu de temps avant notre chute, nous leur avons dit que nous ne pouvions attendre plus longtemps puisque le coup d'Etat se faisait imminente.

A travers cette relation avec le MIR et l'aile gauche du PS, nous avons apporté à la connaissance du gouvernement les faits quant aux plans de l'Amirauté. Par exemple, les activités sédiciennes de l'amiral Huerta. Nous savions qu'Allende tirait le tapis sous ses pieds pour l'expulser de la Marine, mais jamais il ne le fit... Par contre, deux de nos camarades qui fournirent l'information à Luis Figueroa (dirigeant du PC et président de la CUT) pour que celui-ci la transmette au président Allende, furent virtuellement sacrifiés quand l'amiral Montero à la demande du chef d'Etat enquêta le cas. Les putschistes ne furent pas touchés, mais nos camarades furent licenciés de la Marine.

Notre surprise fut encore plus grande en apprenant par la suite qu'Allende avait nommé l'amiral Huerta, ministre des Travaux publics, ce même putschiste dénoncé par nous peu auparavant et qui fut par la suite le premier ministre des Affaires étrangères de Pinochet.

**ANCHA:** Peux-tu nous citer d'autres exemples de dénonciations concrètes que vous avez faites au gouvernement de l'UP sur les plans et activités des putschistes?

**Juan Cardenas:** Bien sûr. Les officiers putschistes agissaient toujours plus ouvertement et sans masque, en arrivant même à nous appeler ouvertement à les suivre et les appuyer dans leurs plans. Nous étions au courant, de plus, des réunions de complot qu'ils tenaient même avec des officiers d'autres corps armés chiliens et aussi avec des agents étrangers. Par exemple, le 24 mai 1973, se tint à bord du croiseur Prat, dans la ville d'Arica, une réunion conspiratrice à laquelle participèrent des hauts gradés des marines brésilienne et chilienne. La réunion commença à 1h30 du matin et nous en informions le gouvernement.

Lors de la tentative ratée de coup d'Etat le 29 juin (avec les tanks) nous étions casernés depuis le jour antérieur par ordre supérieur et le 29 même à l'aube, nous avons reçu l'ordre supérieur de partir en mer. Il était évident qu'il existait une coordination entre les putschistes dans les diverses branches des FA.

Nous informions le gouvernement de tout ceci à chaque occasion.

**ANCHA:** Quelles furent vos relations avec le MAPU?

**Juan Cardenas:** Depuis la fin de 1972, nous avions des contacts avec des militants de base du MAPU, par l'entremise desquels nous avons réussi à contacter Garreton, le secrétaire général de ce parti.

Celui-ci fut un de ceux qui se comporta le plus mal avec nous. L'entrevue ne dura qu'une demi-heure. Nous lui fournîmes tout un bagage d'informations. Nous lui avons montré les plans des putschistes et le massacre prévu par le Haut Commandement (100,000 personnes de gauche car ils croyaient que la résistance au coup allait être plus grande qu'elle ne fut). Nous lui avons dit que nous étions sûrs de compter sur son aide. Nous questionnant sur ce que nous ferions pour notre part, nous lui expliquions nos possibilités et puissance de feu, ainsi que notre intention de nous soulever contre les putschistes. Immédiatement son attitude fut de s'éloigner de nous. "Vous allez rester isolés", "vous n'aurez pas d'appui", etc. furent les mots qu'il employa pour manifester son refus de nous appuyer. La réunion fut interrompue sur-le-champ. Ceci eut lieu environ deux mois avant le coup d'Etat, peu de jours après la première tentative.

Par la suite, se rapprochèrent de nous des camarades de base du MAPU, qui manifestèrent leur surprise face à ce que nous rapportions sur ce qui s'était passé avec Garreton. Nous n'avons plus jamais conversé avec les dirigeants du MAPU, bien que nous maintenions nos contacts avec ses militants de base.

**ANCHA:** En dehors du travail d'information, quel autre type d'activités organisaient les marins anti-putschistes au sein de la Marine?

**Juan Cardenas:** Au sein de la Marine, nous avons monté une organisation militaire prête à agir. Nous avons des gens organisés et avec des instructions précises dans chaque unité de la Marine. Nous avons aussi une organisation centrale qui faisait la direction ou la coordination de nos gens répartis dans diverses unités.

**ANCHA:** Après l'entrevue avec Garreton, avez-vous eu de nouveau des contacts directs avec des dirigeants des partis du gouvernement?

**Juan Cardenas:** Oui. Peu de temps avant que nous soyons détenus, la direction du PC demanda par le biais de ma conjointe à renouer la conversation avec nous. Nous leur avons dit

que nous étions disposés, mais que nous exigeons que ce soit avec Corvalan en personne. Ils répondirent positivement, mais le jour arrivé, Corvalan ne se montra pas et ne furent présents que d'autres représentants du PC mais non son secrétaire général. Nous avons vu que l'affaire n'était pas prise au sérieux de leur part et l'entrevue se résuma à une brève plaidoirie.

Le jour suivant, dans la nuit du 6 au 7 août, nous fûmes arrêtés par le Service d'Intelligence navale.

**ANCHA:** Comment se produisit votre détention? Quelles en furent les causes?

**Juan Cardenas:** Nous avons planifié le soulèvement justement pour le jour suivant la date où nous fûmes arrêtés. Nous voyions que le coup était imminent et que nous devions agir avec célérité. Nous pensions nous soulever pour nous emparer de la Flotte et faire échouer les putschistes de la Marine. Nous espérions un appui de la gauche révolutionnaire.

Sur les causes de notre chute, il y a diverses versions, même qu'on parle de la délation comme cause principale, mais nous ne sommes pas sûrs... Nous ne le savons pas avec certitude...

Le fait est qu'à partir de la nuit du 6 au 7 août 1973 et en deux ou trois jours furent détenus près de 600 hommes du personnel de la Marine, du personnel d'ASMAR et du personnel civil de l'Institution. Les accusations portées contre nous furent de sédition et de subversion. Eux, les officiers, nous accusaient nous parce que nous voulions empêcher le coup d'Etat.

**ANCHA:** Et que se passa-t-il par la suite?

**Juan Cardenas:** Nous avons été isolés presque jusqu'au moment même du coup d'Etat et soumis à des interrogatoires accompagnés de tout type de tortures.

**ANCHA:** Quelles tortures?

**Juan Cardenas:** Toutes celles qu'on peut imaginer: suspensions de façon à étirer la colonne vertébrale, accompagnées d'application de chocs électriques, provocation d'asphyxie ou semi-asphyxie (le "sous-marin"), obligation de manger des excréments, aiguillon électrique, bastonnades, etc. Tout ceci tant avant qu'après le coup d'Etat.

**ANCHA:** Mais revenons au moment de votre détention. Que se passa-t-il alors? Quelles furent les réactions des dirigeants du gouvernement, des partis de gauche, de la Marine?

**Juan Cardenas:** Le coup le plus dur pour nous fut l'attitude de condamnation qu'adoptèrent Allende et Corvalan, lesquels publiquement (à la radio et à la télévision) nous désavouèrent et nous condamnèrent. Ceci produisit la démobilisation et la dislocation générales des sections de gauche et anti-putschistes de la Marine. Les officiers utilisèrent l'occasion pour faire la leçon à la troupe expliquant que c'était le gouvernement lui-même qui nous condamnait. Ceci leur servit en même temps pour faire un nettoyage général de tout le personnel qui n'avait pas leur confiance.

Les putschistes prétendaient nous fusiller légalement en nous accusant de subversion, de sédition et de trahison. Ce qui nous sauva fut la campagne que fit la gauche révolutionnaire au Chili avant le coup et après la grande campagne internationale. Eurent une grande importance, en ce sens, l'entrevue que réussirent à faire avant le coup les journalistes du journal français *Le Monde* et du *El Corriere d'Italie*.

**ANCHA:** Que se passa-t-il après le coup d'Etat?

**Juan Cardenas:** Après le coup d'Etat, soixante-neuf personnes furent détenues et accusées de sédition et de subversion dans la Marine. A la fin de 1974, la majorité d'entre nous fut condamnée à de longues peines d'emprisonnement. La Cour martiale m'imposa une peine d'emprisonnement de vingt ans et un jour. Après appels, nos condamnations furent réduites en 1976. La majeure partie d'entre nous se retrouva avec des peines d'entre trois et dix ans de prison. Quant à moi, je reçus treize ans et un jour.

Finalement, en 1978, une Commission de révision de nos cas décida de nous relâcher ce qui fut fait au mois de mai. Ceci malgré l'opposition de la Marine. Il semble que notre libération découlait dans une certaine mesure des contradictions entre la Marine et l'Armée de terre.

Tous ceux qui étaient encore prisonniers furent libérés en mai 1978. Certains de nous furent indirectement expulsés du pays, car on nous disait qu'une fois en liberté, on ne pourrait garantir notre sécurité...

Ceux qui avaient des condamnations de trois ans, comme les dix de l'Ingénierie, avaient déjà accompli leur peine et étaient en liberté.

**ANCHA:** Quelles sont les principales conclusions que tu as tirées de ton expérience?

**Juan Cardenas:** Je pense que la chose principale, c'est que les dirigeants des partis de la gauche traditionnelle ne voulaient en aucune façon détruire le système bourgeois et son Etat. Ils ne



voulaient pas le socialisme. C'est pour cette raison, qu'ils nous ont sacrifiés et ont préféré faire confiance aux hauts commandants des forces armées. A ce moment-là, nous nous sommes sentis trahis par ceux qui, croyions-nous, représentaient les intérêts du prolétariat et du peuple. L'expérience montra qu'il n'en était pas ainsi: ils ne voulaient pas le socialisme, ce fut là la cause principale.

Une autre cause importante de ce qui est arrivé est que la gauche révolutionnaire ne faisait aucun travail important au sein des Forces armées.

La gauche révolutionnaire dans son ensemble doit faire un travail unitaire dans les FA. Il est nécessaire de faire en sorte que celles-ci se divisent, de gagner la troupe qui provient du peuple. Les soldats doivent être un complément important de l'armée populaire que doivent créer les travailleurs.

Pour cela, on doit faire dès maintenant un travail de rapprochement avec les soldats, à travers leurs parents, par exemple. On doit agiter la lutte de classe au sein des FA. On doit faire une différence pour les responsabilités entre la troupe et les officiers; on ne doit pas les mettre dans le même sac. Il s'agit de donner une issue aux troupes qui jusqu'à maintenant sont obligées d'exécuter les ordres des officiers.

## Pourquoi ne s'est pas formé l'instrument unitaire dont notre peuple a besoin pour se libérer du joug fasciste?

Des milliers de Chiliens se posent cette question après avoir lu les documents de la grande majorité des partis politiques qui appellent à l'unité contre la dictature.

Mais il se passe quelque chose, il doit y avoir des obstacles qu'"officiellement" on ne veut pas reconnaître et qui sont suffisamment puissants pour empêcher l'unité que tous nous voulons. Nous avançons ci-dessous certaines opinions là-dessus et demandons au lecteur d'y réfléchir et de se mobiliser.

### Unité pourquoi?

En général, le projet des antifascistes doit solutionner au moins deux problèmes intimement liés: renverser le fascisme et désigner un modèle politique nouveau à mettre en pratique une fois au gouvernement. Et ici commencent les problèmes.

L'opposition bourgeoise ne veut pas "renverser" le fascisme; elle veut négocier un retour des militaires à leurs casernes, ou un remplacement: éliminer Pinochet et le remplacer par d'autres moins rebutants. Pour réussir ceci, en plus de leur faire voir qu'ils s'attirent de plus en plus la haine populaire, qui menace de déborder, elle déclare publiquement qu'elle attribue, elle aussi, aux forces armées un rôle des plus importants dans la "nouvelle institutionnalité". Est-ce que le peuple peut s'unir autour de cette plate-forme? Bien sûr que non.

### Consultation nationale

Bien qu'elle diffère sur beaucoup d'autres questions, l'acceptation en principe du fait que les forces armées continuent à être les arbitres suprêmes, a conduit l'opposition bourgeoise à "exiger des garanties" dans la farce du plébiscite par laquelle Pinochet veut faire approuver la constitution maudite. Le point central de celle-ci est de légaliser et de rendre permanente la dictature des forces armées. Naturellement, l'opposition bourgeoise appellera à voter pour le rejet du projet, mais on a pas besoin d'être très perspicace pour savoir quels seront les résultats.

Voter "non" renforce alors l'approbation de la constitution, la revêt d'une apparence démocratique, fait paraître Pinochet comme s'il était disposé à respecter les résultats d'une élection comme s'il avait permis la liberté d'expression, de manifestation, etc., et même si elle se plaint ensuite de fraudes évidentes en fait, elle doit accepter le résultat final. Est-ce correct que le peuple se prête à ces manoeuvres? Nous croyons que la seule attitude juste est de boycotter activement le plébiscite et de s'abstenir d'y participer.

Certains peuvent nous dire: pourquoi êtes-vous si mal penchants? L'opposition veut renverser le fascisme; ce qui arrive c'est qu'elle n'a pas de forces. C'est vrai qu'elle ne les possède pas, mais en même temps, elle renonce à les avoir parce que pour renverser la dictature et écraser le fascisme il n'y a pas d'autre chemin que par la force des armes (à moins qu'il y ait des naïfs qui croient que le sort du Chili se décide en votant).

Il ne s'agit pas de poursuivre la politique des dirigeants de l'UP qui rendent responsables du coup et des crimes seulement Pinochet et un nombre réduit de "généraux traîtres". Ceci signifie faire une faveur à la bourgeoisie et déconcerter les troupes et le peuple chilien qui ont vu comment les officiers dans leur ensemble sont sortis et sortent diriger les opérations répressives. La position de la direction de l'UP est une position de défense de l'Etat bourgeois et de maintien du système des structures actuelles des FA bourgeoises.

La perspective révolutionnaire doit être comprise par contre comme une rupture avec les FA bourgeoises, un changement total de ces institutions.

La gauche révolutionnaire devra créer des nouvelles FA où existe une école unique de formation, où n'existe pas le système actuel de classes. Ces idées doivent être propagées dès maintenant parmi les soldats, lesquels il faut séparer des officiers, leur donner une issue et réussir à les faire se ranger du côté du peuple.

J'insiste sur le fait que pour réussir ceci, il faut le travail unitaire de la gauche révolutionnaire avec l'objectif de développer la lutte de classes au sein des FA.

Ceci exige une gigantesque mobilisation et organisation du peuple, la constitution de corps armés populaires. Quelles garanties a donc l'opposition bourgeoise, si cela se produit, que le peuple lui obéira et se laissera opprimer et exploiter comme par le passé? Aucune et c'est pour cela qu'elle lance des luttes seulement dans la mesure qu'elle peut les contrôler et les utiliser pour faire pression sur les militaires pour qu'ils acceptent ses conditions. Mais elle s'oppose par tous les moyens aux mobilisations populaires révolutionnaires qui peuvent se développer et permettre d'accumuler des forces pour renverser véritablement le fascisme. Nous ne considérons pas que cela favorise l'unité que le peuple laisse utiliser ses luttes par l'opposition bourgeoise.

### Qu'entend-on par la liquidation du fascisme?

Certains disent que ça signifie qu'il faut que Pinochet et une poignée de ses partisans s'en aillent, ils insistent sur le caractère démocratique des forces armées qui déjà avant le coup d'Etat avaient assassiné plus de 10,000 travailleurs et étudiants, et qui après ont quadruplé ou quintuplé ce chiffre, parce qu'elles ont été créées, entraînées et armées pour torturer et tuer à la défense de l'ordre et de la sécurité des grands exploiters chiliens et étrangers. Malgré qu'elles continuent à faire couler le sang du peuple, l'opposition bourgeoise se dépêche à offrir l'impunité au gros des bourreaux. Pour liquider le fascisme nous entendons non seulement juger de façon exemplaire les dirigeants politiques et militaires impliqués dans la répression et qui résistent à l'avance du peuple, mais démolir la base même de tout leur pouvoir en désarticulant la base économique et sociale de l'oligarchie alliée à l'impérialisme, exercer une dictature implacable contre elle pour qu'elle ne puisse plus jamais déclencher un massacre, une oppression et une misère comme celle que nous vivons.

### Démocratie pour l'oligarchie ou démocratie pour le peuple?

La façon d'affronter le fascisme, sans le renverser pour le liquider ou négocier un remplacement en maintenant en vie la menace de son retour, doit être vue par rapport avec ce qu'on veut faire après Pinochet. L'opposition bourgeoise veut sauver le plus possible de la machine répressive montée par le régime de Pinochet pour l'utiliser à son service.

Tous parlent de "démocratie", mais ce terme a différentes significations selon la section qui l'utilise. Pour l'oligarchie, par exemple, Pinochet est un sauveur de la démocratie; pour les bourgeois, en général, la démocratie sainte de sang ouvrier; pour M. Frei, la démocratie, ce fut plus de cinquante ouvriers, étudiants et gens du peuple assassinés; pour d'autres, cela signifie des régimes comme celui de l'URSS et autres pays comme celui-ci.

La véritable démocratie, seul le peuple peut la conquérir en se libérant de l'influence de l'opposition bourgeoise, en renversant et en liquidant le fascisme et en exerçant la démocratie directement.



### Indépendance nationale

La faiblesse économique, politique et militaire des diverses sections de la bourgeoisie, l'impossibilité de mobiliser autour d'elles le peuple et le développement qu'ont atteint certaines superpuissances font qu'aujourd'hui, il n'y a aucune section de la bourgeoisie capable d'obtenir l'indépendance de notre pays; elles sont pro-américaines, pro-russes ou pour d'autres puissances étrangères.

\* \* \*

Nous pouvons résumer en disant que l'opposition bourgeoise boycotte l'unité du peuple en prétendant gagner des sections à ses projets. Il ne peut y avoir d'unité pour lutter pour les intérêts anti-

populaires des sections que représente l'opposition bourgeoise, opposition à l'intérieur de laquelle s'affrontent de plus en plus les sections en faveur de tel ou tel autre pays impérialiste pour savoir qui va la diriger ou obtenir des positions à utiliser dans l'avenir.

L'unité ne peut se faire qu'autour des intérêts des travailleurs, des étudiants, de la paysannerie, des petits entrepreneurs ou propriétaires agricoles des mines, de l'industrie, du commerce, etc., intéressés à liquider définitivement le fascisme, à obtenir un développement accéléré de l'économie sur des bases indépendantes et à établir une authentique démocratie pour le peuple dans notre pays.

## Parti communiste révolutionnaire du Chili

Nous publions ci-dessous un extrait d'un document publié par le Parti communiste révolutionnaire du Chili, intitulé "Le travail politique des communistes révolutionnaires parmi les masses."

\* \* \*

"Plusieurs personnes associent le concept de 'lutte' seulement avec les activités grandioses et spectaculaires auxquelles participent plusieurs milliers de personnes qui affrontent les forces répressives, incendient les véhicules, dressent des barricades, utilisent des armes à feu, etc. De cette façon, quand ces personnes observent qu'aujourd'hui les conditions pour ce type d'actions ne sont pas présentes, elles croient qu'il n'y a rien à faire de la part du peuple lui-même et restent passives, en attendant que quelque événement extérieur résolve la grave situation que connaît notre peuple. Ces personnes appliquent le schéma 'lutte: violence'. Par cette appréciation, elles commettent une grave erreur d'unilatéralité en ne comprenant pas que la lutte a divers échelons de développement. La lutte

commence à s'engendrer à partir de formes très simples comme la protestation individuelle, en passant par le mouvement gréviste, jusqu'à en arriver à des formes plus complexes et élevées comme la lutte armée du peuple. La lutte s'est élevée de la forme individuelle à celle de masses; depuis les actions isolées et dispersées aux actions générales et coordonnées; des luttes économiques aux luttes politiques; de la non-violence à la violence; des luttes non-armées aux luttes armées.

"Ceux qui soutiennent ce concept unilatéral de ce qu'est la lutte de masse, en considérant seulement ses formes plus élevées, tendent dans les conditions actuelles à tomber dans la passivité et le terrorisme. Ils déprécient toutes les petites manifestations de mécontentement et de lutte de masse, car leur vision statique des choses les empêche de voir que toutes ces petites actions peuvent, si il y a une politique juste et si des méthodes adroites sont employées, se développer et se généraliser. Dans le fond, ces personnes n'ont pas confiance dans la capacité des masses de développer leur propre lutte."

## MAPU-Chili

A l'occasion de la célébration de son 10e anniversaire, le MAPU, Parti des Travailleurs du Chili, a organisé une réunion politique et culturelle le 19 mai destinée à débattre les problèmes essentiels qui confrontent les peuples et les révolutionnaires latino-américains dans leur combat contre l'impérialisme, la grande bourgeoisie locale, les dictatures militaires et fascistes, etc. Ont participé à ce débat à la table d'honneur la Gauche socialiste et le Parti communiste révolutionnaire du Chili.

Dans une partie du discours central, il a été dit: "Le mouvement populaire chilien continue sa mobilisation, se réarmant idéologiquement et politiquement dans son combat contre la dictature. Depuis la première grève dans les mines du cuivre jusqu'à aujourd'hui, la tendance est au développement de ce mouvement de masse. Les récentes manifestations populaires du 1er mai, les nouvelles grèves de la faim des familles des prisonniers disparus, les innombrables

mouvements de revendications dans les industries, à la campagne et les universités, ainsi que la croissance du mouvement révolutionnaire démocratique qui s'exprime surtout dans la lutte contre le projet de constitution fasciste que la junte prétend imposer, en sont de clairs exemples.

"Quiconque au Chili s'entête à tenter de démontrer que Carter et l'impérialisme américain ne sont pas vraiment derrière Pinochet ne fait qu'essayer de duper le peuple, lui cacher le véritable caractère de classe de l'impérialisme américain, sous-estimer le poids et l'importance de l'ennemi, changer le caractère de classe des alliés chiliens de l'impérialisme américain et de cette façon tente de légitimer une alliance avec ces sections. Telle est la voie et la logique que prétendent imposer au peuple les dirigeants et les partis de l'UP. Telle est la voie dans laquelle ils prétendent entraîner les masses travailleuses, la voie de la collaboration de classes, de l'abandon des intérêts du prolétariat et du peuple."

## Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvelles . . . Nouvel

### LA COUR SUPREME REJETTE L'EXTRADITION DES ASSASSINS DE LETELIER

Le 14 mai dernier, le président de la Cour suprême du Chili, Israël Borquez a fait connaître le rejet en première instance de la demande d'extradition présentée par la justice américaine pour l'assassinat d'Orlando Letelier. Comme on s'y attendait, les fidèles serviteurs de la dictature à la Cour suprême ont repoussé cette demande. Cette mesure a immédiatement créé des réactions aux Etats-Unis et par l'intermédiaire du porte-parole du Département d'Etat, Hodding Carter, ceux-ci ont manifesté leur désaccord avec la décision chilienne en déclarant: "Nous sommes profondément déçus: les preuves fournies par les Etats-Unis à la justice chilienne étaient clairement suffisantes pour appuyer l'extradition". Pour sa part, le sénateur Kennedy a souligné: "la décision de Borquez se rit de la justice et pose une série de doutes sur l'indépendance du système judiciaire chilien."

Quelques jours après avoir appris ce refus, le gouvernement des Etats-Unis a rappelé son ambassadeur au Chili, Walter Landau, au même moment où un groupe de parlementaires américains demandait à Carter que soit suspendue toute l'aide et l'assistance bilatérales et multilatérales, les crédits et les garanties et qu'on refuse les visas du personnel militaire chilien qui tente d'entrer aux Etats-Unis.

### LES OUVRIERS DE LA PAPETERIE DE PUENTE ALTO OBTIENNENT UNE IMPORTANTE VICTOIRE

Les 4,000 travailleurs de la compagnie manufacturière du papier et carton de Puente Alto qui menaient une lutte contre l'entreprise depuis le mois de mars, qui avait amené les ouvriers à recourir au débrayage et à refuser de faire des heures supplémentaires durant le mois de mai, ont obligé la compagnie à satisfaire les demandes économiques présentées par les ouvriers et en plus, à réintégrer au travail treize personnes mises à pied durant le conflit, obtenant en plus un bonus de 4,000 pesos, qui dédommagera une partie du pouvoir d'achat perdu à cause de l'inflation galopante qui existe dans le pays.

### GREVES ET MANIFESTATIONS AUX UNIVERSITES CATHOLIQUE ET DU CHILI

Le 17 mai, plus de 500 étudiants du Campus Macul de l'Université du Chili ont effectué une grève et une manifestation de solidarité avec les étudiants qui ont été détenus lors des manifestations du 1er mai; une autre manifestation et une grève ont été organisées le même jour à la faculté des Sciences physiques et des Mathématiques auxquelles ont participé près d'un demi-millier d'étudiants qui exigeaient aussi la liberté immédiate pour les étudiants détenus et maintenus en prison par les autorités fascistes.



Pour leur part, les étudiants de l'Université catholique à l'école de Philosophie et Théologie ont organisé des manifestations et des grèves pour les mêmes raisons et ont reçu la solidarité des autres facultés de cette université.

Suite à ces manifestations et aux amples répercussions qu'elles ont eues dans le pays, la dictature a dû remettre en liberté 39 étudiants qui étaient détenus, en annulant toutes les accusations portées contre eux.

Mais les manifestations ont non seulement été mises de l'avant pour obtenir la liberté des étudiants, mais aussi pour montrer leur répudiation ouverte du système fasciste et les cris de "Liberté à l'Université" et "pour une université et une société démocratiques", ont retenti dans tous les centres éducationnels.



Clotario Blest prend la parole à l'une des réunions interdites le Premier Mai dernier.

#### DENONCIATION DE CLOTARIO BLEST

Mardi le 15 mai, le grand combattant syndical, Clotario Blest, a envoyé une lettre au ministre de la Justice, Monica Madariaga, dans laquelle il prouve qu'on lui bloque l'accès à la prison publique où il va visiter les prisonniers politiques. Dans la lettre il dit: "Il va sans dire qu'il serait inutile de s'adresser à vous pour que soit révoqué une si absurde et abusive décision, me laissant uniquement le droit de protester de façon la plus énergique contre cette violation et la porter à la connaissance des organismes internationaux."

#### LA DICTATURE FASCISTE CREE UNE NOUVELLE LOI ANTI-TERRORISTE

La dictature fasciste vient de promulguer au mois de mai, un décret-loi élaboré par ses fidèles serviteurs du pouvoir judiciaire pour, selon eux, combattre le terrorisme. Cette nouvelle mesure répressive s'ajoute aux autres déjà innombrables mises en pratique par le régime. Mais celle-là va beaucoup plus loin que les précédentes, car avec ce "nouveau décret" les forces policières répressives pourront détenir et poursuivre sans avoir besoin de preuves, tous ceux qui ne sympathisent pas avec le fascisme. Avec celle-ci, elle prétend détruire tout type d'organisation légale, c'est-à-dire de solidarité, syndicale, etc., en les accusant de "promouvoir" ou "abriter" des "terroristes". Les personnes qui seront détenues et incarcérées pourront être remises en liberté seulement si elles présentent des preuves évidentes de leur innocence, en laissant la décision entre les mains de juges inconditionnels au régime.

D'autre part cette nouvelle loi tend à raviver le mouchardage, la délation et les vengeances desquels le fascisme a tant profité au premier temps de sa domination sanglante.

#### LA REPRESSION DES ARTISTES

Le 24 mai, la dictature fasciste a suspendu les représentations du groupe de théâtre Aleph, accusant l'oeuvre qu'il présente d'être "antipatriotique". En même temps, les services policiers ont déclaré que les antécédents politiques des acteurs seront enquêtés.

Ce groupe de théâtre a été fortement réprimé par les fascistes; en 1974 deux de ses membres ont été assassinés par les services répressifs, d'autres ont souffert la torture, l'emprisonnement dans les camps de concentration se voyant par la suite forcés à l'exil.

Cette nouvelle attaque contre la culture et la liberté d'ex-



pression a provoqué tant au Chili qu'à l'étranger, une vague de protestations. Différents groupes artistiques européens ont envoyé des télégrammes et lettres exigeant l'annulation des mesures prises contre le groupe.

#### UN NOUVEAU NUMERO DU JOURNAL CLANDESTIN "EL CAMPESINO"

A mesure que les paysans intensifient leurs luttes pour la défense de leurs intérêts, la propagande clandestine s'amplifie. Un exemple de cela est fourni par le journal El Campesino, édité clandestinement par un comité du Front du Peuple dans la province de Nuble. Dans sa dernière parution, le journal traite de divers thèmes en relation avec les luttes des paysans de la région et appelle à la formation de coopératives paysannes comme moyen immédiat pour défendre les prix des produits agricoles qu'ils produisent.

De plus, d'autres articles sont consacrés aux soldes de misère que perçoivent les pensionnés, retraités et d'autres, qui touchent aux problèmes des disparus, au cas Lonquen et qui exigent le châtiment populaire pour les assassins.

#### LA PROPAGANDE CLANDESTINE AL'UNIVERSITE DE CONCEPCION

Le mois de mai dernier, est paru une nouvelle édition du journal El Estudiante (no. 9) édité par le Front antifasciste de l'Université de Concepcion.

Cette édition publie une analyse sur les luttes dans les universités du pays et en particulier celles réalisées le mois dernier, luttes menées pour exiger la liberté immédiate et inconditionnelle de tous les étudiants et travailleurs incarcérés et qui ont été détenus lors des manifestations du Premier mai.

Le journal reproduit aussi la plate-forme de lutte du "Front de Résistance des Résidences" formé par le Parti communiste révolutionnaire du Chili, le MIR et la Démocratie chrétienne à l'Université de Concepcion.





---

**DISPARUS DEPUIS 5 ANS**

Notre rédaction a reçu une note de la section française d'Amnistie internationale (groupe 100, la Plesse, 49240 Avrillé, France) dans laquelle on porte à notre attention le cas de Agustino, Eduardo Reyes, détenu par la DINA depuis le 27 mai 1974 à Nunoa. Eduardo Reyes a été détenu sur la rue Londres 38 et après à Tres Alamos. Sa famille l'a vu pour la dernière fois le 15 juin 1974, date depuis laquelle il a été porté disparu. Nous lançons l'appel de dénoncer ce cas et d'exiger que la dictature réponde de sa vie, ainsi que de celles des 2.500 prisonniers politiques disparus.

## Solidarité internationale

**CANADA:** Jorge Palacios, membre du secrétariat du Comité central du Parti communiste révolutionnaire du Chili, ex-directeur du Département de Philosophie de l'Université du Chili et auteur du livre "Chili: Une tentative de compromis historique", a assisté au Salon international du Livre de Québec au Canada à l'invitation de l'Institut Norman Béthune qui vient de publier l'édition anglaise de ce livre.

Après la présentation du livre, invité par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne, il a effectué une tournée de presque un mois à travers le pays, donnant des conférences portant sur le contenu de son livre et sur la lutte antifasciste actuelle au Chili. Pendant cette tournée intensive de plus de 17 villes, d'une extrémité à l'autre du pays, il a donné plus de 20 conférences auxquelles ont participé de nombreuses sections de Canadiens antifascistes et de réfugiés chiliens; plusieurs d'entre elles se sont tenues dans diverses universités.

Durant sa tournée, Jorge Palacios a été interviewé par huit journaux, six postes de radio et deux de télévision, en plus des nombreuses entrevues avec des compatriotes en exil.

La tournée a été considérée comme une réussite, tant par les forces politiques chiliennes qui forment leur unité pour impulser la lutte pour le renversement de la dictature et s'opposent aux sections qui prétendent en arriver à un accord avec les fascistes pour promouvoir un simple changement de façade de la tyrannie, que par les sections d'antifascistes canadiens qui sont solidaires de cette lutte.

(Le livre de Jorge Palacios "Chili: Une tentative de compromis historique" est disponible en espagnol, en anglais, et en français. Les demandes peuvent se faire à ANCHA et pour son édition anglaise, il est possible de le commander directement au Centre national de Publications, C.P. 727, station Adelaide, Toronto, Ontario, Canada).

**ETATS-UNIS:** Le Comité du Front du Peuple du Chili de la ville de Chicago, a tenu dimanche le 20 mai une réunion pour commémorer le cinquième anniversaire du Front du Peuple du Chili, le 1er mai et pour lancer une campagne d'appui à la presse clandestine éditée par la Résistance chilienne. D'autre part, le Front du Peuple a envoyé un salut fraternel à la réunion organisée par le PS (CNR) de cette ville pour commémorer le

---

**APPEL AUX LECTEURS**

Pour amplifier la diffusion d'ANCHA, nous lançons l'appel à nos lecteurs et amis, à ceux qui ne l'ont déjà fait, de s'abonner et de renouveler les abonnements déjà pris. D'autre part nous remercions publiquement tous ceux qui nous ont envoyé des abonnements d'appui et ceux qui envoient de l'argent pour appuyer la lutte de résistance au Chili et concrètement la campagne de solidarité à la presse clandestine.

---

46e anniversaire de sa fondation.

**FRANCE:** Le 17 mai, à Paris, à la salle de la Mutualité s'est tenu un gala de solidarité latino-américaine, sous le mot d'ordre "L'impérialisme, ennemi principal des peuples latino-américains". Plus de 1,000 personnes ont assisté à cette réunion organisée par des comités de solidarité de huit pays du continent. Le Comité de Paris du Front du Peuple a organisé une vente de documents de la Résistance chilienne.

Le Parti socialiste du Chili (CNR), a tenu une réunion publique le 4 mai à l'occasion du 46e anniversaire de sa fondation, à laquelle a été lu le salut envoyé par le Comité de Paris du Front du Peuple, où est soulignée l'importance de l'unité du peuple chilien pour renverser la dictature fasciste. Des messages de salutation d'autres forces de la Résistance chilienne furent aussi lus.

**SAINT-DOMINGUE:** Dans un endroit d'Amérique latine s'est tenu, le 1er mai dernier, une réunion entre le Parti communiste révolutionnaire du Chili et le Mouvement populaire dominicain, parti marxiste-léniniste. Selon le rapport du communiqué émis par les comités centraux des deux organisations, la rencontre s'est effectuée dans une atmosphère de fraternité combative et de franche camaraderie, des points de vue sur la situation du mouvement communiste international et l'expérience accumulée par les deux partis dans la lutte contre les ennemis communs ont été échangés soulignant l'existence de coïncidences importantes en rapport aux questions cardinales de la réalité internationale et les liens de principes qui existent entre les deux organisations soeurs se sont renforcés.

**VENEZUELA:** Le 1er mai, à la manifestation tenue à Caracas, à laquelle ont participé plus de 300,000 travailleurs, la communauté chilienne de cette ville a participé amplement avec des bannières et pancartes rappelant la Résistance, en faveur du boycott de la dictature et qui exigeaient l'amnistie totale, incluant le droit de retour de tous les exilés chiliens. D'autre part, la librairie internationale, située à l'Université centrale, et les Comités de luttes populaires à travers tout le Venezuela, ont continué à faire une grande diffusion de la propagande du Front du Peuple du Chili.



# ANCHA

AGENCE DE NOUVELLES CHILIENNE ANTIFASCISTE

Les éditions française, anglaise  
et espagnole produites au Canada  
par le Comité canadien d'Appui  
à la Résistance chilienne  
sont disponibles du:

Centre national de publications  
B.P. 727, station Adelaide,  
Toronto, Ontario, Canada

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

N° 37 Octobre 1978 2 fra/256

**Le peuple chilien  
progresso dans ses luttes**

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

N° 37 Octubre 1978 2 fra/256

**El pueblo chileno  
avanza en sus luchas**

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No 29 Février 1978 25c

**La farce de Pinochet et la lutte  
de notre peuple**

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

NO 39-40 diciembre 1979, enero 1978 50¢/4fr.

**LOS "CEMENTERIOS" DEL FASCISMO**

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No 32 mai 1978 25c

**Les nouvelles manoeuvres  
de Pinochet**

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

N° 36 septembre 1978 25c

**FACE A LA CRISE DE LA JUNTE MILITAIRE FASCISTE  
RENFORCER LA LUTTE CONTRE  
LA DICTATURE**

**Tâches de la solidarité internationale**

**Une tâche urgente et concrète**

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No. 41 febrero 1979 25¢/4 fr.

**El Juicio de los Asesinos  
de Letelier**

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No. 21 April 1978 25c

**The Letelier Case**

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No. 34-35 July-August 1978 25c

**The "Washington Post"  
and Pinochet**

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

No. 33 Juin 1978 25c

**L'UNITE DES  
FORCES ANTIFASCISTES  
CHILIENNES SE RENFORCE**

**LA SANTE AU CHILI**

**CELEBRATION COMBATIVE DU  
PREMIER MAI  
DANS LES RUES  
DE SANTIAGO**

**PROPAGANDE  
DE LA RESISTANCE**

**ANCHA**  
AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA  
EDICION POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA LA RESISTENCIA VENCERA

N° 42 marzo 1979 25¢ / 2 fr.

**Identificados quince cadáveres  
del cementerio clandestino de Longuén**